

## PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE

### Décret relatif à la discipline de la médaille militaire.

Par décret du Président de la République en date du 16 avril 1970, pris sur le rapport du Premier ministre et sur la proposition du grand chancelier de la Légion d'honneur, par application des dispositions du décret n° 62-1472 du 28 novembre 1962 portant code de la Légion d'honneur et de la médaille militaire, et notamment des articles R. 83, R. 96, R. 104, R. 110, R. 153, R. 157 et R. 168, a été prononcée la peine disciplinaire ci-après :

Est suspendu pendant un an, à partir de la date de la notification du décret, de l'exercice des droits et prérogatives attachés à la qualité de médaillé militaire et privé en outre, pendant le même laps de temps, du droit de porter toute décoration française ou étrangère ressortissant à la grande chancellerie :

Pigeault (Georges-Marcel-Victor), ex-adjudant de l'armée de l'air. Médaillé militaire du 31 décembre 1963.

## DÉCRETS, ARRÊTÉS ET CIRCULAIRES

### PREMIER MINISTRE

#### JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS

##### Diplôme d'Etat de conseiller sportif.

Le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse, des sports et des loisirs,

Vu le décret n° 63-435 du 29 avril 1963 portant statut du personnel contractuel des cadres techniques et pédagogiques de la jeunesse et des sports ;

Vu l'arrêté du 10 mai 1967, modifié par l'arrêté du 18 juin 1968, portant création du diplôme d'Etat de conseiller sportif (1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> partie) ;

Vu l'arrêté du 21 octobre 1969 portant création du brevet d'Etat de prévôt de boxe et du brevet d'Etat de professeur de boxe ;

Vu le décret n° 69-701 du 30 juin 1969 relatif aux attributions du secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse, des sports et des loisirs,

Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. — L'article 5 de l'arrêté du 10 mai 1967 susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

##### Article 5.

Les jurys chargés d'examiner les candidats au diplôme d'Etat de conseiller sportif (1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> partie) sont nommés par le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse, des sports et des loisirs. Ils sont composés sur les bases suivantes :

Le directeur de l'éducation physique et des sports ou son représentant ;

Des conseillers techniques régionaux et des membres du corps enseignant de l'I. N. S. ou de l'E. N. S. E. P. en fonction des nécessités.

Art. 2. — L'article 6 de l'arrêté du 10 mai 1967 susvisé est modifié et complété ainsi qu'il suit :

##### Article 6.

Ces épreuves sont notées de 0 à 20. Toute note égale ou inférieure à 6 sur 20 est éliminatoire après délibération du jury.

##### 1<sup>re</sup> Epreuves écrites.

Ces épreuves comportent :

a) Sans changement.  
b) Une rédaction permettant aux candidats de faire état de connaissances scientifiques et techniques se rapportant au sport choisi comme option (durée : trois heures ; coefficient 2).

##### 2<sup>e</sup> Epreuve de pédagogie pratique.

Le candidat dispose de trente minutes pour préparer le plan de sa présentation qu'il remet au jury... (Le reste sans changement.)

Art. 3. — L'article 7 de l'arrêté du 10 mai 1967 susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

##### Article 7.

##### 1<sup>re</sup> Epreuves écrites.

Sans changement.

##### 2<sup>e</sup> Epreuves de pédagogie pratique.

Ces épreuves sont au nombre de deux :

a) La première épreuve consiste dans l'organisation et la présentation d'une séance d'entraînement du sport choisi comme option par le candidat appliquée à des pratiquants de haut niveau.

Le candidat dispose de trente minutes pour préparer le plan de sa présentation qu'il remet au jury. Il est jugé sur l'ensemble de ses qualités pédagogiques et de démonstration (coefficient 2).

b) La seconde épreuve consiste dans la préparation, l'organisation et la direction d'une séance de formation de cadres du premier degré fédéral (coefficient 2). La liste des documents à exploiter est remise au candidat ; celui-ci dispose de trente minutes pour préparer le plan de la séance qu'il remet au jury.

(Le reste sans changement.)

##### 3<sup>e</sup> Epreuves orales.

Sans changement.

Art. 4. — L'article 8 de l'arrêté du 10 mai 1967 susvisé est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

##### Article 8.

En dérogation exceptionnelle et transitoire aux dispositions des articles 2, 3, 6 et 7 ci-dessus et à celles de l'article 3 de l'arrêté susvisé du 21 octobre 1969 portant création des brevets d'Etat de prévôt de boxe et de professeur de boxe, le diplôme d'Etat de conseiller sportif pourra être délivré en deux années aux élèves du centre de formation d'éducateurs sportifs de l'I. N. S. qui auront obtenu :

A la fin de leur première année d'études le brevet d'Etat de prévôt de boxe et en outre la moyenne 10 sur 20 à l'épreuve orale prévue au 3<sup>e</sup> b de l'article 6 ci-dessus ;

A la fin de leur deuxième année d'études le brevet d'Etat de professeur de boxe et en outre une moyenne d'ensemble de 10 sur 20 aux épreuves orales prévues au 3<sup>e</sup> a et c de l'article 7 ci-dessus.

Art. 5. — Le directeur de l'éducation physique et des sports est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 11 mars 1970.

Pour le secrétaire d'Etat et par délégation :

Le directeur de l'éducation physique et des sports,  
MARCEAU CRESPIN.

## MINISTRE D'ETAT CHARGE DE LA DEFENSE NATIONALE

### Remise de débits.

Par arrêté du 13 avril 1970, il a été fait remise gracieuse à l'association des campagnes océanographiques françaises, dont le siège est à Paris, 1, quai Branly, de la somme de 17.629,75 F, mise globalement à sa charge à la suite des travaux effectués au bénéfice de cette association par la direction des constructions et armes navales de Toulon.

### Trésorerie aux armées.

Par arrêté du 14 avril 1970, les personnels désignés ci-dessous sont rayés de l'affectation spéciale et du corps spécial de la trésorerie aux armées du temps de guerre :

Le payeur principal de 2<sup>e</sup> classe.

(Grade d'assimilation : lieutenant-colonel.)

Gorse (Georges-Henri), né le 25 février 1920.

Les payeurs particuliers de 2<sup>e</sup> classe.

(Grade d'assimilation : capitaine.)

Bochent (Eugène-Victor), né le 27 mars 1913.

Gaborit (Paul-Fernand), né le 24 mai 1920.

Peyrot (Roger), né le 19 janvier 1920.

Les payeurs adjoints de 1<sup>re</sup> classe.

(Grade d'assimilation : lieutenant.)

De Drouas (Guy-Jacques-Marie), né le 13 janvier 1920.

Forgeot (Robert-Georges-Marcel), né le 26 janvier 1920.